

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 586/Octobre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

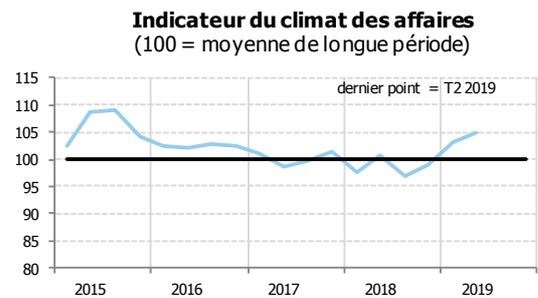
2^E TRIMESTRE 2019

La conjoncture économique à la Martinique

Hausse de l'indicateur du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse (+1,8 point). Il s'établit au-dessus de sa moyenne de longue période à 104,9 points. Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'amélioration de la conjoncture semble se généraliser.

La hausse de l'ICA tient principalement à la hausse du solde d'opinion concernant les prévisions d'investissement dans les douze prochains mois. Les répondants font également part de l'amélioration de l'activité ainsi que de la hausse de leurs prix de vente. Pour autant, les soldes de gestion se dégradent. La majorité des entrepreneurs n'anticipent pas de recourir à de nouveaux recrutements.

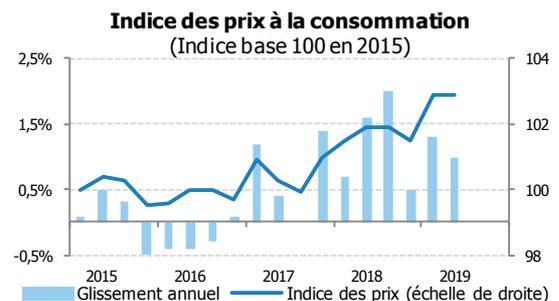


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'inflation se stabilise

Après la hausse enregistrée au premier trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation marque le pas au deuxième trimestre. Dans le détail, les prix de l'énergie (+8,5 %) et des produits manufacturés (+6,4 %) progressent tandis que les prix de l'alimentation (-2,2 %) et des services (-1,2 %) se replient sur le trimestre.

Mesurée en glissement annuel, l'inflation ralentit à +1,0 % à fin juin contre +1,4 % à fin mars. Elle est dominée par la hausse des prix des produits manufacturés (+6,2 %), de l'énergie (+3,7 %) et dans une moindre mesure des services (+1,1 %).



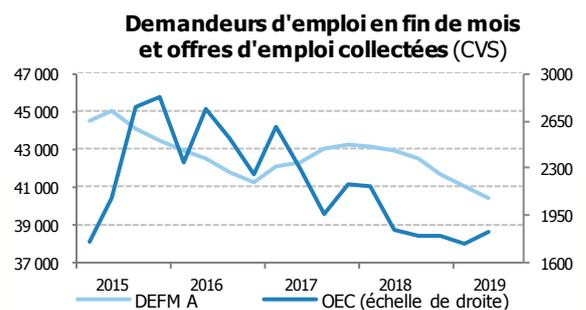
Source : Insee

Amélioration du marché du travail

À fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 40 400 personnes (CVS), en recul de -1,5 % en variation trimestrielle. De même, sur un an, les demandeurs d'emploi sont significativement moins nombreux (-6,0 %).

Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration. Dans le détail, le nombre des demandeurs d'emploi de 25-49 ans (-2,0 %), celui des moins de 25 ans (-1,8 %) et dans une moindre mesure des plus de 50 ans (-0,7 %) sont en recul ce trimestre.

Sur un an, la tendance est encore plus marquée. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de -5,8 % (CVS),



Sources : SMT, Pôle emploi, Dares

tout comme la catégorie de demandeurs âgés de 25 à 49 ans (-9,3 %, CVS). La tendance pour les seniors (50 ans et plus) est moins nette, le nombre de demandeurs d'emploi sur l'année baissant de -0,4 % (CVS). Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) augmentent en variation trimestrielle (+13,3 %, CVS), mais restent orientées à la baisse en glissement annuel (-0,2 %, CVS).

Maintien de la consommation des ménages

Au deuxième trimestre 2019, la consommation des ménages semble encore vigoureuse. Les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) sont en hausse (+3,8 %, CVS), à l'instar des ventes de véhicules de tourisme neufs (+4,0 %, CVS), soutenues par des encours de crédit à la consommation des ménages en hausse (+1,9 %).

Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale orientée favorablement. Pour autant, la dynamique des importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) des deux trimestres précédents retombe (-2,6 %, CVS), limitant la progression du chiffre d'affaires des hypermarchés (+0,3 %, CVS).

De leur côté, les indicateurs de vulnérabilité des ménages demeurent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-3,1 %), de retraits de cartes bancaires (-5,8 %), et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-4,5 %) poursuivent leur recul (trimestriel et annuel).

Fort regain de l'investissement des entreprises

Les chefs d'entreprise sont particulièrement optimistes quant à leurs efforts d'investissement, tous secteurs confondus. Le solde d'opinion de leurs prévisions d'investissement est exceptionnellement bien orienté.

La forte hausse des ventes de véhicules utilitaires sur les trois derniers mois (+22,1 % après -26,7 %, CVS), ainsi que la croissance des encours de crédit d'investissement (+2,1 %) et de crédit d'exploitation (+10,2 %) illustrent cet optimisme.

Au deuxième trimestre, le solde des prévisions d'investissement est en hausse dans tous les secteurs. En particulier, il est très important au sein des secteurs du tourisme, des services aux entreprises, de l'industrie agroalimentaire et du BTP.

En termes de vulnérabilité des entreprises, l'amélioration sur le trimestre est moins marquée. Si le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-2,0 %) se replie, les impayés sur effets de commerce présentent une hausse en nombre (+16,0 %) comme en montant (+28,2 %). Sur un an, ces indicateurs restent en amélioration.

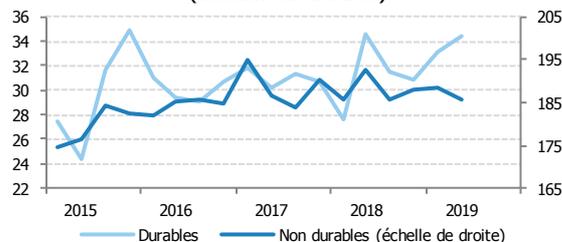
Essoufflement des échanges extérieurs (hors produits pétroliers)

Hors produits pétroliers, les importations repartent faiblement à la hausse (+0,5 %, CVS) au deuxième trimestre. Dans le détail, la hausse des importations de matériel de transport (+8,7 %, CVS) compense la baisse des importations d'équipements mécaniques et électriques (-2,5 %, CVS) et des autres produits industriels (-2,6 %, CVS).

De leur côté, les exportations hors produits pétroliers poursuivent leur repli sur le trimestre (-3,9 %, CVS). Les exportations des équipements mécaniques et électriques (-43,8 %, CVS), de produits agricoles (-12,6 %, CVS) et des autres produits industriels chutent. La faible hausse des exportations de produits des industries alimentaires (+0,4 %, CVS) ne suffit pas à compenser le déficit commercial.

En revanche, les exportations de produits pétroliers augmentent de +5,7 % (CVS) tandis que les importations reculent (-21,3 %, CVS). Les exportations totales présentent également une hausse sur l'année (+21,2 %, CVS) tandis que le niveau des importations se maintient (-0,1 %, CVS).

Importations de biens de consommation
(en millions d'euros)



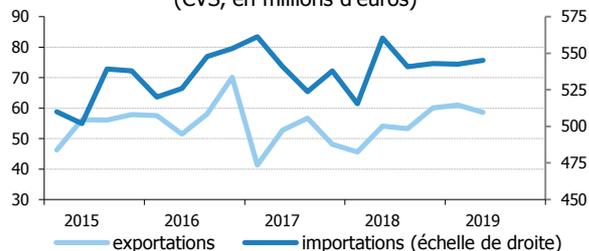
Source : Douanes

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers
(CVS, en millions d'euros)

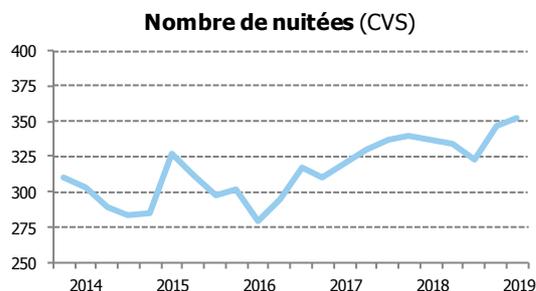


Source : Douanes

Une conjoncture bien orientée

Au deuxième trimestre la conjoncture reste bien orientée. Les chefs d'entreprise sont optimistes concernant leurs prévisions d'investissement, ce qui reflète leur confiance sur la demande anticipée. Ils déclarent toutefois une légère dégradation de certains soldes de gestion (trésorerie et délais de paiement) et de leurs perspectives de recrutement.

Le climat d'affaire du **secteur touristique** demeure très bien orienté. Tous les soldes d'opinion restent au-dessus du seuil d'amélioration. Quelques soldes sont en baisse toutefois par rapport au premier trimestre : les charges d'exploitation, la trésorerie des entreprises, et le solde des effectifs notamment. Les indicateurs du secteur demeurent pour la plupart d'entre eux en progression, comme en témoigne la hausse du nombre de nuitées (+1,8 %, CVS). Seul le trafic passagers est en net reflux au second semestre (-8,6 %, CVS). Mais cette évolution s'explique par le retrait des lignes de la Norwegian à la fin du premier trimestre. En glissement annuel, la desserte de l'aéroport Aimé Césaire est toujours en hausse au second semestre (+13,7 %, CVS).



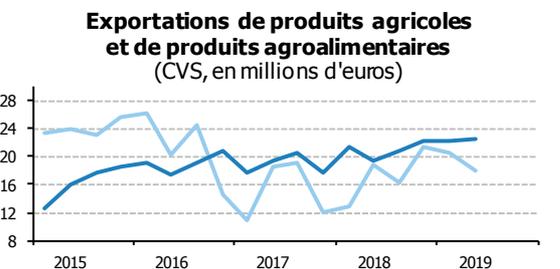
Source : INSEE

Dans le secteur des **services aux entreprises**, l'amélioration du climat s'est confirmée au deuxième trimestre. Le courant d'activité continue son redressement et les chefs d'entreprise déclarent majoritairement une hausse de leurs investissements pour la première fois depuis fin 2017. La trésorerie et les délais de paiement présentent des signes d'amélioration sans pour autant s'inscrire dans une tendance durable. Les chefs d'entreprise déclarent une légère baisse de leur carnet de commandes, et une baisse de leurs effectifs.

Après plusieurs trimestres de relative stabilité, l'activité au sein du **secteur commercial** semble montrer des signes d'amélioration. Les chefs d'entreprise déclarent entrevoir une hausse de l'activité du secteur au prochain trimestre. Ils déclarent avoir augmenté leurs effectifs, dans le contexte d'une amélioration de leurs charges d'exploitation. Ils estiment toutefois que les délais de paiement et conséquemment leur trésorerie sont en légère dégradation.

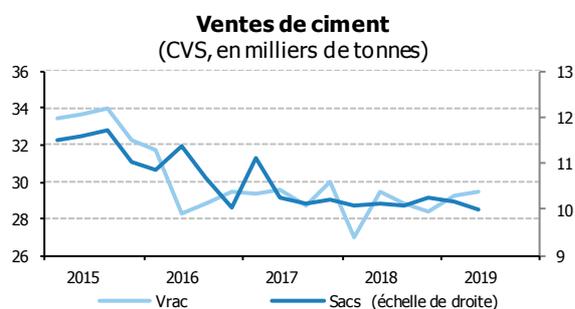
Au sein du **secteur industriel**, l'amélioration de la confiance des entrepreneurs est plus marquée. Ces derniers déclarent majoritairement des prix en hausse, ainsi qu'une nette amélioration des délais de paiement. Leurs prévisions d'investissement sont toujours favorablement orientées.

Le regain de confiance concernant le niveau d'activité amorcé depuis fin 2018 ne se confirme plus pour les professionnels du **secteur primaire**. À l'exception des prix, les principaux soldes d'opinion sont orientés à la baisse. Les exportations de produits agricoles sont en baisse sur le trimestre (-12,6 %, CVS), tirées par la forte chute des expéditions de bananes (-25,5 %, CVS). L'activité agroalimentaire, principalement portée par l'industrie rhumière, connaît sur les trois derniers mois une activité plus mitigée. Bien que la production de rhum soit en baisse (-40,2 %, CVS) les exportations (+11,7 %, CVS) et la consommation locale (+2,7 %, CVS) font état d'un bon trimestre.



Source : Douanes

Au sein du secteur du **BTP**, les soldes d'opinion de l'enquête de conjoncture évoluent sous leur moyenne de long terme, suggérant que les entrepreneurs sont plus pessimistes qu'au premier trimestre et déclarent une activité en baisse légère par rapport au début d'année. Les ventes de ciment sont ainsi en baisse (-3,2 %, CVS) sur la période d'avril à juin. Toutefois, ce jugement s'inscrit dans le contexte d'un redressement significatif du secteur depuis le second semestre de l'année 2018, et une forte hausse des soldes d'opinion au premier trimestre. Signe encourageant, le solde d'opinion des prévisions d'investissement est d'ailleurs en forte hausse au second semestre.



Source : Ciments Antillais

La conjoncture régionale et internationale

UN LÉGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DANS LA CARAÏBE

Selon la CEPALC, la croissance des économies de la **zone caraïbe**¹ devrait s'établir à +2,1 % en moyenne pour 2019, contre +3,6 % initialement anticipé par le FMI. Le solde primaire devrait rester excédentaire, à 1,3 % du PIB. Les dépenses publiques, tirées à la hausse par l'augmentation des dépenses courantes primaires et des dépenses en capital devraient s'accroître et représenter 29,2 % du PIB de la zone, contre 28,2 % en 2018. De plus, l'accélération du taux d'inflation régionale observée depuis mai 2018 s'est poursuivie au cours des cinq premiers mois de 2019, portant le taux d'inflation annuel moyen de la région à 8,1.

À **Haïti**, la croissance économique a été revue à la baisse à 0,9 %, en lien avec le ralentissement de l'économie mondiale. L'inflation du pays continue sa croissance, atteignant +19,1 % en juillet 2019 (en glissement annuel).

La **Dominique** est l'île présentant le plus fort dynamisme pour 2019. Le taux de croissance anticipé est le premier de la région, à +9,9 %. L'inflation demeure modérée. Le territoire accueille chaque année près de 80 000 visiteurs. En juin 2019, l'Union européenne a signé un accord de financement de 2,55 millions d'euros pour financer la résilience des infrastructures stratégiques du pays.

Pour le reste de la région, les prévisions de croissance sont supérieures à 3 % pour **Antigua-et-Barbuda** (5,9 %), la **République dominicaine** (5,5 %) et **Saint-Christophe et Nièves** (3,1 %). À l'inverse, le taux de croissance 2019 à la **Barbade** ne devrait pas excéder les 0,2 %.

¹ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe et Nièves, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinidad-et-Tobago.

Sources : CEPALC (Economy Survey of Latin America and the Caribbean, juillet 2019), Service économique régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

UNE CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la zone euro, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020.

Au Japon, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2019.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **C. DORWLING-CARTER** – Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédaction : C. DELLA-BALDA – Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer : octobre 2019 – Dépôt légal : – ISSN 2679-0823